

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 13/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AXEREAL**

36 rue de la Manufacture  
CS 40639  
45160 Olivet

Références : VAT20260130  
Code AIOT : 0010003935

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2026 dans l'établissement AXEREAL implanté La Gare 37360 Neuillé-Pont-Pierre. L'inspection a été annoncée le 24/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXEREAL
- La Gare 37360 Neuillé-Pont-Pierre
- Code AIOT : 0010003935
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le silo d'Axereal à Neuillé-Pont-Pierre assure le stockage et la logistique des céréales (blé, maïs, colza, etc.).  
Il est équipé d'un séchoir et d'une cuve GPL associée.

### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Etat de la peinture des tuyauteries et cuve GPL	AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.2.5.	Demande d'action corrective	2 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.2.7.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositifs de découplage	AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.1.4.	Sans objet
2	Appareils de manutention	AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.1.6.	Sans objet
3	Système d'aspiration et de filtration	AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.1.7.	Sans objet
4	Nettoyage	AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.1.10.	Sans objet
5	Règles d'exploitation séchoirs	AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.3.2.	Sans objet
6	Implantation cuve GPL et rampe de refroidissement	AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.3.3.	Sans objet
7	Mise à la terre des équipements	AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.2.2.	Sans objet
8	Contrôle de l'accès à la cuve GPL	AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.2.3.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositifs de découplage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.1.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MESURES DE PROTECTION CONTRE LES EXPLOSIONS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 8.1.3 L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.  Article 8.1.4 [...] Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci : <ul style="list-style-type: none"><li>- sont maintenues fermées en permanence, hors passage, au moyen de dispositifs mécaniques ;</li><li>- et doivent s'opposer efficacement à une explosion débutant dans la tour de manutention en s'ouvrant des galeries ou espace sous cellules vers la tour de manutention.</li></ul> L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée à proximité et facilement visible par le personnel.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées s'est rendue à la porte de découplage du silo n°4 donnant sur la galerie. Il est constaté sur site que la porte est fermée mécaniquement par deux loquets. La consigne d'obligation de maintien de la porte fermée est correctement affichée.  <b>CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Appareils de manutention

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.1.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques aux appareils de manutention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les organes mobiles (notamment ceux de la manutention) sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés et vérifiés périodiquement pour éviter tout risque d'échauffement. Les détecteurs de dysfonctionnement des manutentions définis ci-après ainsi que le bon état des capotages font également l'objet de contrôles périodiques. En outre, l'exploitant établit un programme d'entretien adapté aux installations et à leur mode de fonctionnement, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle

et de maintenance à effectuer par du personnel qualifié et formé en application des dispositions de l'article 7.4.2 du présent arrêté.

L'exploitant enregistre les travaux réalisés en application de ce programme.

**Constats :**

**Documents consultés en séance :**

- Consigne AXEREAL CS002 incendie
- Consigne CE102 - surveillance silo
- Fiche de ronde mensuelle février 2026

Les consignes pré-citées fixent les modalités de contrôles et d'entretien des appareils de manutention.

Les agents chargé de la surveillance du silo déclinent ces consignes de manière opérationnelle lors des rondes mensuelles. La ronde a pour objectif de vérifier l'ensemble des installations (bâtiment, cours, voies d'accès, machines) et contient une liste d'éléments à vérifier par l'agent.

Sur terrain, un test d'arrêt d'urgence des appareils a été effectué.

Il est constaté que l'appui sur l'arrêt d'urgence arrête sans délai les appareils de manutention et déclenche l'alarme sonore.

**CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Système d'aspiration et de filtration**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.1.7.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Système d'aspiration et de filtration

**Prescription contrôlée :**

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

**Constats :**

Un test de l'asservissement du système d'aspiration des installations de manutention a été opéré lors de la visite d'inspection. Il est constaté

- l'impossibilité de démarrer l'élévateur S1 sans aspiration active
- que le démarrage est normal après activation de l'aspiration.

**CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté**

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Nettoyage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.1.10.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les Surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>La quantité de poussières fines déposées sur les sols ne doit pas être supérieure à 50g/m². Des dispositifs permettant le contrôle de l'empoussièrement sont mis en place. Des témoins sur les sols {croix peintes, ....} peuvent servir de repère pour évaluer le niveau d'empoussièrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La consigne CE101 (nettoyage des silos) a été consultée en séance. L'exploitant prévoit un nettoyage au moins tous les 3 mois, adapté à l'empoussièrement (détecté par témoins jaunes). Le registre des interventions consulté en séance indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 23/04/2026 : Nettoyage Tours, passerelles et pieds silo 3.</li> <li>• 20/04/2026 : Nettoyage Tours, passerelles et pieds silo 4.</li> <li>• 16-20/02/2026 : Nettoyage complet silos 4 et 5 (passerelles, tours, pieds).</li> </ul> <p>La périodicité prévue est respectée (seuls les silos 4 et 5 sont actifs au jour de la visite).</p> <p><b>CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Règles d'exploitation séchoirs

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Séchoirs de céréales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations font l'objet d'un programme d'entretien, de contrôle et de maintenance (automatismes, régulation, brûleurs, ventilateurs, systèmes d'extraction des grains ...) décrit par une procédure spécifique qui mentionne notamment la fréquence de ces opérations. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>A la fin de la campagne de séchage ou avant la mise en route du séchoir, il doit être procédé à un nettoyage soigné de la colonne sècheuse et de ses accessoires (systèmes de dépoussiérages, caissons d'air, fourreaux, parois chaudes ...). Ces opérations sont renouvelées chaque fois que cela est nécessaire.</p> <p>[...]</p>

<p>En phase de séchage, la surveillance du bon fonctionnement des installations doit être assurée en permanence par un personnel présent sur le site, formé à la conduite du séchoir et connaissant les procédures y afférentes (mise en route ou remise en route, et arrêt du séchoir). Ce personnel dispose également d'une bonne connaissance des procédures de sécurité, et notamment des consignes en cas d'incendie, ainsi que des moyens d'alerte et d'intervention. L'ensemble des procédures et consignes sont mises à jour et disponibles au poste de conduite.</p> <p>[...]</p> <p>Article 8.3.3</p> <p>Le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et des équipements essentiels dans la conduite du séchoir est contrôlé périodiquement par l'exploitant conformément à une procédure spécifique, avec enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En séance, il a été consulté le cahier de séchage permettant l'enregistrement des problèmes rencontrés, les modifications de réglages et les opérations de maintenance.</p> <p>Exemple consulté : Page du 02/10/2025</p> <p>Le livret de séchage (version août 2025) décrit les consignes générales d'entretien (avant/pendant/après campagne) à opérer dans le séchoir.</p> <p>En séance, il a notamment été consulté le bon d'intervention n°15896 (16/07/2025 réalisation par la société MEP qui inclut notamment la vérification de la tollerie, colonnes de grains, volets, ventilateur, moteur, armoire électrique).</p> <p><b>CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Implantation cuve GPL et rampe de refroidissement

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.3.3.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de propane</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La cuve aérienne de propane est implanté près du séchoir et son axe n'est pas dirigé vers la voie ferrée. Elle est située dans une enceinte grillagée, est fixée au sol, reliée à la terre et équipée d'une rampe de refroidissement testée deux fois par an.</p> <p>Les canalisations visibles sont peintes en jaune et munies d'une vanne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La cuve GPL respecte les conditions d'installations selon l'arrêté de 14/02/2014. Il est constaté lors de la visite qu'elle est équipée de 2 prises de terre et d'une rampe de refroidissement.</p> <p>Un contrôle au titre de la réglementation relative aux équipements sous pression a été réalisé. Ce contrôle fait l'objet d'un rapport distinct adressé à la société Butagaz (propriétaire, exploitante de la cuve GPL au titre ESP).</p>

<b>CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

**N° 7 : Mise à la terre des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de propane
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. En particulier, les réservoirs fixes, à l'exception des réservoirs enterrés sous protection cathodique, doivent être mis à la terre par un conducteur dont la résistance doit être inférieure à 100 ohms. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté lors de la visite que les équipements concernés sont mis à la terre (deux prises) . L'efficacité de l'ensemble de mise à la terre n'a cependant pas pu être vérifiée. (résistance &lt; 100 ohms) Une demande sera adressée à la société Butagaz (propriétaire de l'équipement).</p> <p><b>CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté</b></p>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

**N° 8 : Contrôle de l'accès à la cuve GPL**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de propane
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes non habilitées par l'exploitant ne doivent pas avoir un accès libre au stockage. De plus, en l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage doit être rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou casiers verrouillables). Les organes accessibles de soutirage, de remplissage et les appareils de contrôle et de sécurité, à l'exception des soupapes des réservoirs fixes doivent être protégés par une clôture ou placés sous capots maintenus verrouillés en dehors des nécessités du service .Dans la zone prévue au ravitaillement du réservoir, l'exploitant s'assure que le conducteur du camion ravitailleur (camion-citerne ou camion porte-bouteilles) inspecte l'état de son camion à l'entrée du site avant de procéder aux opérations de chargement ou de déchargement de produit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté lors de la visite que l'accès au stockage de propane est restreint. (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable). Pour les ravitaillements du réservoir, l'exploitant indique que les camions à l'entrée font l'objet</p>



d'un contrôle systématique et une présence permanente du personnel AXEREAL est assurée lors des livraisons.

Des contrôles de routine sont également prévus par le chauffeur-livreur sur la cuve GPL avant toute livraison. Ces contrôles font l'objet d'une vérification auprès de la société Butagaz, propriétaire de la cuve GPL.

**CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 9 : Etat de la peinture des tuyauteries et cuve GPL**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.2.5.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage de propane

**Prescription contrôlée :**

La remise en état de la protection extérieure (peinture ou revêtement) des réservoirs fixes est à effectuer lorsque son état l'exige.

**Constats :**

Les tuyauteries et la cuve GPL situées dans l'enceinte Butagaz sont d'un bon état apparent. A partir du coffret de coupure, les tuyauteries sont sous la responsabilité de la société AXEREAL. La vanne de coupure gaz est correctement identifiée et affichée. Lors de la visite, la vanne est en position fermée (séchoir à l'arrêt).

Il est constaté lors de la visite :

- dans le coffret de vanne de coupure, que la peinture protectrice des tuyauteries (corrosion) est largement cloquée
- dans le coffret de vanne de coupure, présence de rouille superficielle sur la tuyauterie présente ;
- dans le local chaufferie/séchoir, absence totale de peinture protectrice sur les tuyauteries GPL ;
- dans le local chaufferie/séchoir, enrouillement sur quelques mètres.

**CONSTAT / CONCLUSION :** la peinture jouant le rôle de protection extérieure des tuyauteries de propane est dégradée. Il est constaté également la présence de rouille sur ces tuyauteries.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/02/2014, article 8.2.7.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de propane
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur pour chaque type d'installation. Toute installation de stockage de gaz inflammables liquéfiés est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. deux extincteurs à poudre ; d'un poste d'eau (bouches, poteaux, ....), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres du stockage et d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; - d'un système fixe d'arrosage raccordé ; Dans chacune des configurations précitées, tous les matériels listés doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces moyens de secours (sauf système fixe d'arrosage de réservoir) doivent pouvoir être aussi utilisés en toute efficacité pour intervenir sur l'aire de ravitaillement par camions et sur l'aire d'inspection des camions, ou installés en supplément en cas d'impossibilité liée à la configuration du site.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite terrain, il est constaté que les équipements suivants sont présents dans l'enceinte du stockage de propane : <ul style="list-style-type: none"><li>• 1 extincteur sur roues</li><li>• 2 extincteurs à poudre</li><li>• Rampe de refroidissement au-dessus du réservoir.</li></ul> Il a été procédé en présence de l'inspection des installations classées à un test de fonctionnement de la rampe de refroidissement. L'opérateur procède au déclenchement manuel de la rampe. Il est constaté l'écoulement uniforme de l'eau sur la cuve après quelques secondes. L'ensemble des buses d'arrosages sont fonctionnelles. Le réservoir est arrosé en totalité.  L'exploitant indique qu'un test similaire est réalisé tous les 3 mois, sans qu'aucun enregistrement n'en soit réalisé. (ni rapport, ni registre). L'exploitant va désormais assurer cette traçabilité en consignnant les essais dans le registre de maintenance.  <b>CONSTAT / CONCLUSION :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la réalisation des tests de fonctionnement de la rampe de refroidissement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois